

### Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Crosbie a dit aux journalistes qu'afin de réduire les déficits, il fallait être extrêmement dur et prendre toutes sortes de mesures impopulaires. Il a ajouté qu'il ne les préciserait pas pour le moment, car c'est au gouvernement qu'il incombait de le faire.

C'est une merveilleuse position à adopter de la part d'un ancien ministre des Finances qui prétend maintenant qu'il sera le prochain détenteur de ce portefeuille.

Voyons maintenant ce qu'a déclaré une autre voix du parti conservateur, mon voisin, le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson). Comme on peut le voir à la page 1828 du *hansard* du 6 mars dernier—vous n'êtes pas obligés de me croire sur parole; vous pouvez vérifier—il a déclaré ce qui suit:

● (1650)

—Il faut pratiquer des coupures dans tous les ministères.

—Il faut comprimer les dépenses le plus possible.

—Il faut réduire ses dépenses d'ensemble, afin que tout le monde se restreigne en observant une discipline globale.

Il a ajouté lors de cette même intervention que c'était la façon de faire dans le secteur privé. C'est vrai, monsieur le Président. J'ai déjà travaillé dans une entreprise qui procédait de cette façon et elle a fait faillite en quelques mois. Il est absolument insensé de prétendre que l'on peut sabrer dans tout. Le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn), un autre de mes voisins, dans son intervention sur le budget, s'en est pris aux fondements même de nos programmes commerciaux et culturels. Il a attaqué la Société Radio-Canada, VIA Rail, les Postes, les subventions énergétiques, les sociétés Canadair et de Havilland et l'Énergie atomique du Canada. Il ne s'est arrêté que parce que son temps de parole était écoulé, mais son couperet tombait sur chaque programme qu'il abordait.

On a pu voir dans un article paru il y a deux semaines dans le *Star* de Toronto un autre exemple de ce que se promettait de faire le député de Saint-Jean-Ouest. La manchette était en grosses lettres et était frappante. Il déclarait alors qu'il imposerait un critère du besoin pour s'assurer que les personnes âgées et les familles ne puissent avoir accès à chacun des programmes gouvernementaux dont elles ont le droit de se prévaloir.

Toutes ces attaques conservatrices composent une vision bien claire pour le reste du pays. Encore une fois, vous n'avez pas à me croire sur parole. Vous n'avez qu'à lire ce que les chroniqueurs en disent. Voici ce qu'on pouvait lire dans le *Star* de Toronto du 18 février au sujet du député de Saint-Jean-Ouest:

Pas étonnant qu'il ne veuille pas dire aux Canadiens avant les prochaines élections de quelle façon les conservateurs réduiraient le déficit.

Où donc Crosbie va-t-il pratiquer ses coupes sombres? Va-t-il supprimer les 10.4 milliards consacrés aux pensions de retraite, les 2.3 milliards que représentent les allocations familiales, les 3.4 milliards versés en prestations de bien-être social pour les pauvres? Ou va-t-il sabrer les 5.8 milliards versés aux provinces en paiements de péréquation, ou bien les 7.7 milliards qui sont la part des coûts de l'assurance-maladie et de l'enseignement postsecondaire à la charge d'Ottawa?

La réponse est venue quelques jours plus tard de la bouche du député de Saint-Jean-Ouest. Elle était affirmative; c'était bien ce qu'il ferait, et tous les Canadiens, à Toronto du moins, ont lu ses propos dans le journal. Ils savent bien dans quelle impasse le député de Saint-Jean-Ouest et les députés d'en face les mèneraient. M. Jamie Lamb du *Sun* de Vancouver les a dénoncés dans les termes suivants:

Les démarches que M. Mulroney a faites la semaine dernière pourraient mettre la puce à l'oreille du public qui pourrait fort bien opter pour... la politique d'un parti qui cherche au moins à faire preuve de sagacité politique de préférence aux banalités tonitruantes d'opportunistes caractérisés.

Voilà ce qu'il a dit du chef de l'opposition (M. Mulroney) et il avait parfaitement raison. Monsieur le Président, nous avons entendu un tout autre écho aujourd'hui de la part du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) quand il a fait un bref tour d'horizon d'une carrière politique inspirée par la compassion envers les moins nantis. Voulons-nous joindre les rangs des opportunistes ou ceux des gens qui éprouvent de la compassion pour autrui? Je dis, moi, qu'il faut penser aux plus démunis avant tout. Il n'y a qu'à voir ce que le gouvernement a fait pour comprendre. Au cours de la récession que nous venons de connaître, le gouvernement actuel et celui de la Suède sont les seuls qui aient réussi à sauvegarder leur régime social partout au pays. Nous sommes l'un des deux seuls pays qui aient réussi ce tour de force. Nous n'avons pas renoncé à ce précieux acquis en sabrant à la façon des conservateurs. Nous l'avons établi lorsque le besoin s'en est fait sentir. Nous l'avons complété au moyen du supplément du revenu garanti pour les vieillards. Nous avons débloqué plus de fonds pour la création d'emplois. Nous avons fait davantage pour les entreprises en difficulté. Et nous avons mis plus d'argent aussi à la disposition de la Société du crédit agricole. Nous avons du même coup reconduit le programme d'obligations pour la petite entreprise. Nous n'avons pas hésité non plus à lancer un programme de renouvellement hypothécaire pour les propriétaires de maison. Toutes ces mesures sont condamnables aux yeux des conservateurs, évidemment. Mais les Canadiens les approuvent car ils estiment que c'est la seule ligne de conduite à suivre.

C'est une bonne ligne de conduite que d'aider les gens dans un pays riche, prospère et productif. C'est bien de partager nos ressources avec les indigents. C'est la politique du parti libéral, une politique à laquelle je souscris. C'est une politique aussi qui part d'un sentiment de compassion dont nous avons eu des échos aujourd'hui. Je dis bon voyage aux simples amateurs, aux opportunistes, à ceux qui ne craindraient pas de compromettre le fondement social de notre pays. Aux prochaines élections, faisons encore confiance au parti libéral qui veut construire, qui veut conserver ce que nous avons déjà, qui veut augmenter notre productivité industrielle et qui veut améliorer encore les mesures sociales qu'il a prises pour les plus nécessiteux. Je suis fier de notre bilan politique et je crois que ce que nous avons fait suffira amplement à mettre en déroute les députés d'en face.

**Le président suppléant (M. Herbert):** Questions, commentaires, débat?

**M. Joe Reid (St. Catharines):** Monsieur le Président, nous devons étudier et débattre cet après-midi un projet de loi